COP 21 : le gouvernement sourd aux demandes de la société civile

Par Juliette Rousseau, Porte-Parole de la coalition Climat 21

samedi 24 octobre 2015

La silence du gouvernement face aux demandes de 130 organisations compromet les conditions dans lesquelles des dizaines de milliers de représentants de la société civile mondiale vont participer à la Conférence climat dans quelques semaines.

Dans moins de six semaines se tiendra au Bourget le 21ème sommet des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP21. Près de 40 000 personnes y sont attendues, des délégations venues de 196 pays différents s'efforceront de trouver des solutions pour lutter contre le dérèglement climatique. Pour la France il s'agit d'un enjeu considérable : la COP21 est le plus grand rassemblement diplomatique jamais accueilli par le pays tandis qu'à l'échelle internationale il représente une étape-clé des négociations sur le climat. Tour à tour, ces derniers mois, différents membres du gouvernement ont appelé de leurs vœux la mobilisation de la société civile à cette occasion. Ainsi lors de la cérémonie officielle « Go COP21 » organisée à l'Elysée le 11 septembre dernier, François Hollande déclarait-il devant un parterre d'ONG et de représentants syndicaux que « *tout dépendra bien sûr de la capacité, de la volonté des Etats, mais aussi de la force des peuples, des mouvements que vous représentez* ».

La Coalition Climat 21 s'est effectivement constituée sur l'idée que les changements majeurs et indispensables pour répondre aux enjeux du dérèglement climatique ne seront possibles sans une mobilisation large et durable de la société. Cette coalition regroupe aujourd'hui 130 organisations, des syndicats aux ONG, en passant par les mouvements sociaux, les jeunes ou les groupes de foi. Nous nous sommes donnés pour objectif de préparer des mobilisations citoyennes massives en décembre. Pour cela, nous devons faciliter la participation de toutes celles et ceux qui souhaitent exprimer leur inquiétude et leur volonté de changement, qu'ils soient invités de la conférence officielle ou non. Nous agissons sur tous les terrains : celui de l'emploi, celui de l'environnement, celui de la solidarité mais aussi ceux de l'éducation et des spiritualités. Nous avons à cœur de défendre une société moins inégalitaire, à l'abri des ravages du climat et du modèle de développement qui les perpétue, et nous sommes déterminés à mettre l'ensemble de nos forces au service d'un mouvement durable pour la justice climatique.

Depuis près de deux ans nous préparons donc différentes mobilisations, dont une grande marche pour le climat à Paris le 29 novembre, en amont de l'ouverture du Sommet officiel, deux espaces de rencontres et de débats ouverts au grand public ainsi qu'une journée de mobilisation de masse à l'issue du Sommet, le 12 décembre. Ces différents temps donneront à voir la diversité de nos approches tout en nous permettant d'élargir et de renforcer le mouvement populaire en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique et ses causes. Ils seront aussi l'occasion d'accueillir à Paris les dizaines de milliers de personnes venues du monde entier qui se sentent également concernées. Les Européens d'abord, pour lesquels le déplacement est le plus facile, mais également des représentants des pays du Sud, ceux qui sont aujourd'hui les plus affectés par la crise climatique.

Pour ouvrir ces larges espaces d'expression, nous avons besoin que le gouvernement réponde à nos demandes. Celles-ci sont simples : un trajet emblématique au cœur de Paris pour la marche du 29

novembre, des hébergements pour les dizaines de milliers de personnes qui convergeront vers la capitale, mais aussi des visas pour celles et ceux qui, venant des zones les plus impactées par le dérèglement climatique, souhaitent venir témoigner et participer à ce moment historique.

À ce jour, le gouvernement reste sourd à nos demandes. Nous l'appelons à traduire ses engagements en actes : à quelques semaines de l'ouverture de la conférence, ce silence compromet les conditions dans lesquelles des dizaines de milliers de représentants de la société civile mondiale vont participer à la mobilisation. Pire, il fait douter de la sincérité du gouvernement lorsqu'il dit souhaiter une mobilisation citoyenne d'envergure sur le climat. Il n'y aura pourtant pas d'avancées majeures dans la lutte contre le dérèglement climatique et ses causes sans prise en compte des mouvements citoyens dans toute leur diversité.

Texte paru dans le journal *Libération* du 22 octobre 2015, à l'adresse www.liberation.fr/debats/2015/10/22/cop-21-le-gouvernement-sourd-aux-demandes-de-la-societe-civile_1408121

Associations membres de la Coalition Climat 21 :

350.org
ACF - Action Contre la Faim
Actionaid
AderOC décroissance
Agenda 21 Afrique
A21A
Agir pour l'Environnement
AITEC – Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs
Agrisud
ALDER – Climat Energie
ACIPA
Alofa Tuvalu
Alternatiba
Altertour
Les Amis de la Terre
Les Amis d'Enercoop
les Assises musulmanes de l'Ecologie
Association Espace Vision
Artisans du Monde
Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire – AMFPGN
Association des Populations de Montagnes du Monde
Association 4D
ATTAC
Attention Chantier
Avaaz
Bloom
Bizi !
Blue Energy
Brahma Kumaris
Campaign Against Climate Change
CARE, CARI
Collectif Mantois et Climat
Connected by Nature
CCFD- Terre Solidaire

CFDT – Confédération Française Démocratique du Travail
CGT
CLER - Réseau pour la transition énergétique
Coalition Eau
Collectif Roosevelt
Coordination Eau Île-de-France
Coordination SUD
Confédération Paysanne
Collectif pour une Transition Citoyenne
Collectif pour les droits des femmes
Chrétiens Unis pour la Terre
CREAQ – Centre Régional d'Eco-énergétique d'Aquitaine
CRID – Centre de Recherche et d'Information pour le Développement
CIWF France
CliMates
CISP
Coeur de Forêt
Comité de Solidarité avec les indiens des Amériques
CSP75
Désobéir
Droit humain France
EEUDF – Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes de France
Effet de Serre Toi-Même Association
Emmaüs – France
End Ecocide on Earth
Eclaireuses et éclaireurs unionistes de France
Énergie Partagée
Fédération protestante de France
FNE – France Nature Environnement
Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale
Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme
Fondation Danielle Mitterrand
France Libertés
FSU – Fédération Syndicale Unitaire
France Amérique Latine
Geres
Green Cross France & Territoires
Greenpeace
Grand Orient de France
HNNE – Haute Normandie Nature Environnement
Humanité et Biodiversité
L'Heureux Cyclage
Institut Momentum
Jeunes Amis pour la Terre
J'aime le vert
Je vote pour le Climat
Justice et paix
LGBTI pour le Climat
Ligue des droits de l'Homme
Le mouvement de la Paix
Les Petits Débrouillards

LPO – Ligue pour la protection des Oiseaux
la Marche Mondiale des Femmes
Mouvement Utopia
le MRAP
MRES
Max Havelaar France
Nature Rights
Negawatt
The Noise
Oxfam France
Oui à la Transition
Oui Share
Our Voices
Pax Christi
Peuples solidaires
POC21
Plateforme pour le Commerce Equitable
RAC – Réseau Action Climat
REFEDD – Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable
Réseau Ecole et Nature
Réseau Féministe Ruptures
Réseau Foi & Justice Afrique – Europe
Réseau IPAM
Réseau Sortir du Nucléaire
Réseau Gubbio
Réseau Ecole et Nature
Respaix Conscience Musulmane
Ritimo
Scouts et Guides de France
Secours Catholique Caritas France
Semaine de la Solidarité internationale
Sciences Citoyennes
Solidarité Asso
Stop Gaz de Schiste ! (Ni ici ni ailleurs)
Students for Climate
TACA – Taxe Carbone avec Redistribution
Association Terre et Liberté pour Arauco
Union Syndicales Solidaires
UNEF
VECAM
WWF
YMCA France
Zéro Waste France

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article2332